

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Strasbourg, le 21 avril 2023

Une délégation strasbourgeoise à la rencontre d'élus parisiens et d'associations nationales pour échanger autour de la crise du logement et du sans-abrisme

Alors que de nombreuses personnes se trouvent sans solution de logement sur notre territoire avec la fin de la trêve hivernale, une délégation d'élues strasbourgeoises, composée de **Jeanne Barseghian**, maire de Strasbourg, **Floriane Varieras**, adjointe à la Ville inclusive, **Suzanne Brolly**, vice-présidente de l'Eurométropole en charge de la politique de l'habitat, et **Marie-Dominique Dreysse**, vice-présidente en charge des solidarités, ont rencontré ce vendredi 21 avril des élus·es et associations parisiens·nes pour échanger et partager leurs expériences autour des problématiques du mal-logement et du sans-abrisme.

Les élues ont échangé dans la matinée avec **Léa Filoche**, adjointe à la maire de Paris en charge des solidarités, de la lutte contre les inégalités et contre l'exclusion. « *Nous partageons avec nos homologues parisiens le même constat de tension sur les dispositifs d'hébergement et le manque de solutions pour les personnes à la rue, sans cesse plus nombreuses. L'hébergement est pourtant un droit dans notre pays. Collectivités comme associations, nous actionnons tous les leviers à notre disposition pour tenter de donner un toit à celles et ceux qui n'en ont pas. Cependant, sans changement structurel au niveau national et européen, la résurgence des campements dans nos villes est inévitable. Strasbourg, Paris et de nombreuses autres collectivités françaises demandent à l'État d'assurer l'inconditionnalité du droit à l'hébergement et le respect des droits fondamentaux des personnes sans-abri* », souligne **Jeanne Barseghian**, maire de Strasbourg.

Ce déplacement a donné aussi l'occasion de visiter le centre Aboukir, centre d'hébergement d'urgence géré par l'association Emmaüs solidarité, avec **Marie-France Eprinchard**, présidente d'Emmaüs solidarité, et **Lofti Ouanezar**, directeur général d'Emmaüs solidarité. Le centre permet d'offrir un hébergement à 147 familles sans domicile mais les équipes sur place font elles aussi le constat d'une saturation des dispositifs, avec près de 1 000 personnes sans solution d'hébergement tous les soirs à Paris.

Enfin, dans l'après-midi, les élues se sont entretenues, au siège de la Fondation Abbé Pierre, avec le collectif des Associations unies, qui réunit **40 associations nationales de la solidarité** comme la Fondation Abbé Pierre, la Fédération des acteurs de la

solidarité, le Secours catholique, Médecins du Monde, ATD Quart Monde ou l'Anvita. Ce dialogue avec les acteurs de la solidarité est plus que jamais nécessaire pour trouver des solutions de mise à l'abri pérenne et digne.